

## **Après les élections présidentielles au Venezuela**

Le dimanche 28 juillet à l'issue de la journée électorale le président Maduro était déclaré officiellement vainqueur par la CNE (Commission Nationale Electorale) avec plus de 50 % des suffrages exprimés. Mais cette proclamation fut aussitôt contestée en raison de nombreuses irrégularités, notamment le fait que seuls 80 % des votes avaient été recensés selon la CNE elle-même qui a évoqué un piratage informatique ; les procès verbaux des votes n'ont pas été publiés (ils ne l'ont toujours pas été à ce jour), etc. En l'absence de ces décomptes les observateurs du « Centre Carter », censés contrôler la régularité du scrutin ont quitté le pays après avoir déclaré que l'élection ne pouvait être déclarée démocratique.

L'opposition de droite et d'extrême droite a affirmé de son côté que son candidat avait en fait remporté les élections avec plus de 70 % des suffrages ! Différents pays d'Amérique Latine ont dénoncé une fraude électorale : Argentine, Pérou, Chili, etc., en tout près de 60 pays ont contesté les résultats, le président brésilien Lula et son homologue américain Biden ont publié un communiqué commun – fait plutôt exceptionnel – pour exiger la publication des données complètes des bureaux de vote, etc. Par ailleurs la Russie et la Chine ainsi que le Nicaragua et la Bolivie ont reconnu le résultat des élections.

Dès le lendemain de l'annonce des résultats officiels, des manifestations de protestation et des casseroles ont spontanément éclaté dans les zones prolétariennes de la métropole de Caracas dans divers quartiers de Petare, comme La Dolorita, San Blas et d'autres zones traditionnellement acquises au chavisme ; les manifestants ont convergé ensuite vers le centre de la capitale où ont eu lieu les affrontements avec la police. Des manifestations ont eu lieu aussi dans d'autres villes du pays. Le jour suivant l'opposition de droite appelait à manifester contre la proclamation de la victoire de Maduro.

La répression a été brutale : des centaines d'arrestations, une vingtaine de morts, tandis que le pouvoir criait à une tentative de « coup d'État fasciste » et prenait des mesures contre l'opposition...

Les organisations de gauche et d'« extrême » gauche ont démontré une fois de plus leur crétinisme démocratique.

« *La otra campaña* », regroupement de « chavistes de gauche », de trotskystes et de réformistes de toute espèce a publié le 29/7 un communiqué gémissant sur les menaces contre « *l'impartialité des institutions* » qui porteraient atteinte au « *droit que nous avons en tant que peuple à nous autodéterminer, à décider de notre avenir collectif, en démocratie* » et en demandant aux forces de l'ordre de « *respecter strictement les standards des droits humains* » et aux leaders politiques qu'ils « *exercent leurs droits avec responsabilité et sans appel à la violence* ». Le communiqué termine en disant : « *peu importe qui gouverne, les droits se respectent !* » (1). Autrement dit ce qui importe c'est que soit respectées la forme et les méthodes démocratiques de la domination bourgeoise ! Il s'agit d'un véritable cri du coeur petit-bourgeois anti prolétarien : pour les prolétaires ce qui importe c'est que la bourgeoisie de droite ou de gauche cesse de gouverner et non pas qu'elle respect des « droits » aux exploités...

« *Marea Socialista* » qui fait partie d'un regroupement ayant appelé à voter blanc, proclame dans sa

déclaration du 30/7 que « *le peuple a le droit constitutionnel de savoir comment ses votes ont été traités et de les faire respecter* » (2).

Le droit constitutionnel du peuple à faire respecter la farce électorale ne nous intéresse pas : ce qui nous intéresse c'est que le prolétariat réalise que les élections, avec ou sans fraudes, sont une duperie et les Constitutions des chiffons de papier destinés à légitimer le pouvoir de la classe dominante qui ne sont respectés que dans la mesure où cela convient aux bourgeois : la défense des intérêts de classe prolétariens ne sera jamais obtenue par des élections et dans un cadre constitutionnel, mais en dehors et contre l'ordre bourgeois, son Etat et son système politique, qu'il soit plus ou moins démocratique.

Les manifestations des quartiers prolétariens s'expliquent essentiellement par la situation dramatique des masses prolétariennes après des années d'attaques anti-ouvrières. Le gouvernement a depuis des années agi en faveur des intérêts patronaux en remettant en cause nombre de mesures de protection sociale accordées au moment de la croissance économique, il a supprimé les conventions collectives nationales, fortement réduit le droit de grève, autorisé les patrons à modifier unilatéralement les conditions de travail et licencier les travailleurs à volonté. L'inflation galopante a réduit les prestations sociales et les salaires à un niveau de misère. Selon le FMI le taux de chômage serait passé de 6,7 % en 2014 à 56 % en 2024. Cela a provoqué l'émigration de millions de personnes pour chercher de quoi survivre en dehors du pays tandis que les mesures de répression contre les travailleurs coupables de vouloir lutter pour la défense de leurs intérêts a été un facteur supplémentaire de paralysie de la classe ouvrière.

Dans cette situation en apparence sans issue il est compréhensible que certains prolétaires aient cru que la venue au gouvernement de l'opposition de droite puisse être un moindre mal en mettant fin au gouvernement Maduro et à sa politique anti-ouvrière. Mais ce n'est qu'un mirage : l'opposition de droite représentant les secteurs bourgeois traditionnels les plus réactionnaires, est tout aussi anti-prolétarienne que Maduro et ses amis : son modèle est le président argentin Milei et sa politique ultra libérale. Elle ne ferait que continuer fondamentalement la politique actuelle en l'aggravant encore.

Pour résister d'abord avant d'avoir la force d'en finir avec ce système qui vit de la misère, l'injustice et de l'exploitation, les prolétaires et les masses pauvres devront prendre la voie de la lutte de classe contre les capitalistes, leurs politiciens et leurs valets de toute espèce. Ce ne sera pas facile, mais il n'y a pas d'autre solution : **les prolétaires n'ont à perdre que leurs chaînes, ils ont un monde à gagner !**

**Parti Communiste International**

(1) <https://surgentes.org.ve/2024/07/29/la-otra-campana-demanda-transparencia-como-garantia-de-los-derechos-politicos/> Ce slogan est aussi celui du Parti Communiste du Venezuela.

(2) <https://lis-isl.org/2024/07/30/venezuela-ante-los-muy-dudosos-resultados-electorales-y-lamovilizacion-popular-por-el-respeto-de-los-votos-reales/> .

En France plusieurs partis de gauche, du PS aux Ecologistes en passant par le NPA de Besancenot ont signé un appel de la même eau social-démocrate « pour une sortie par le haut (sic !) », en faveur d'un « audit citoyen public et pluraliste (...) pour que la volonté exprimée dans les urnes puisse prévaloir » (amen!) et appelant « à la constitution d'un réseau de solidarité internationaliste avec le peuple vénézuélien, pour le soutien de ses aspirations démocratiques et de ses luttes d'émancipation ». <http://www.gds-ds.org/solidarite-avec-les-revendications-democratiques-du-peuple-venezuelien/>

Pas question de solidarité avec le prolétariat vénézuélien et de soutien à ses luttes de classe : ce serait anti-démocratique...